Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

**DÉPARTEMENT DU MORBIHAN** **COMMUNE DE BADEN** PROCES-VERBAL 2026-0013

| **Nombre de Conseillers** | |
|---|---|
| **En exercice :** | **27** |
| **Présents :** | **21** |
| **Votants :** | **27** |

L'an deux mille vingt-six, le 26 janvier, le Conseil Municipal de la Commune de Baden s'est réuni en session ordinaire dans la salle du Conseil, 3 place Weilheim, sur convocation légale en date du 16 janvier 2026 et sous la présidence de Monsieur Patrick EVENO, Maire.

**Présents** : Yannick LE HELLEY, Valérie LE BERRIGAUD, Bertrand CUVILLIER, Nadine LE MARHOLLEC, Jean-Claude LE BOULICAUT, Joël BIGNON, Frédéric LAURENT, Marie-Françoise SELO-BEGUIN, Béatrice VAN DER GUCHT, Christian LE DANTEC, Séverine MULLER, Brigitte FALLOT, Patrick PIQUET, Virginie LE GALL, Stephan PIETRZAK, Nadège CORSO, Patrick OURY, Sophie BODIN, Didier VAUTRIN, Jacqueline UNTEREINER.

**Ont donné procuration :** Chantal de GRAEVE à Didier VAUTRIN, Ulyss JEGO à Marie-Françoise SELO-BEGUIN, Bruno PICAUD à Béatrice VAN DER GUCHT, Pernelle TOREST à Yannick LE HELLEY, Anita ALLAIN-LE PORT à Brigitte FALLOT, Patrick BERTRAND à Patrick EVENO

**Secrétaire de séance** : Frédéric LAURENT

## 010D/2026 - DEBAT ET RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

La loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992 et l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) a imposé la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) dans les communes de plus de 3.500 habitants. Ce débat doit avoir lieu dans un délai de 10 semaines maximum avant le vote du budget par l'assemblée délibérante.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) a complété les règles relatives au DOB. Celui-ci doit faire l'objet d'un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) qui doit être transmis au Représentant de l'Etat dans le Département.

Vu la présentation en commission des finances, tourisme et activités économiques en date du 12 janvier 2026,

Considérant l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, qui indique qu'il est pris acte du débat d'orientation budgétaire « par une délibération spécifique »,

Le Conseil municipal prend acte du débat d'orientation budgétaire relatif à l'exercice 2026 sur la base du rapport sur les orientations budgétaires joint en annexe du présent bordereau.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

# RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

## COMMUNE DE BADEN

### Sommaire

**Préambule**
**Le contexte global de la préparation budgétaire 2026**
**Les orientations budgétaires**

**BUDGET PRINCIPAL**

- **ELEMENTS RETROSPECTIFS DE FONCTIONNEMENT**
  - **Recettes**
  - **Dépenses**
  - **Autofinancement**
  - **CA Prévisionnel 2025 et synthèse**
- **ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026**
- **ELEMENTS PROSPECTIFS 2026-2028**
  - **Recettes de fonctionnement**
  - **Dépenses de fonctionnement**
  - **Autofinancement**
  - **Recettes d'investissement**
  - **Dépenses d'investissement**
- **DETTE**
- **FISCALITE**

**BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES MOUILLAGES**

- **PREVISIONS EN MATIERE D'EXPLOITATION 2026**
- **PREVISIONS EN MATIERE D'INVESTISSEMENT 2026**

## Préambule

L'article 107 de la loi NOTRe a complété les règles relatives au débat d'orientations budgétaires. Ainsi, pour les communes d'au moins 3 500 habitants et les EPCI, ce rapport doit comporter :

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'EPCI dont elle est membre.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet du budget.

Les orientations susvisées devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet du budget.

**Les lignes directrices du budget 2026 s'articuleront autour de grandes orientations soit :**

- **Prendre les dispositions nécessaires pour lutter ou s'adapter au dérèglement climatique ;**
- **Protéger et mettre en valeur l'environnement et notre patrimoine ;**
- **Finaliser la mise en œuvre des grands projets de la mandature ;**
- **Maîtriser l'évolution des charges de fonctionnement en tenant compte des contraintes gouvernementales impactant les collectivités locales ;**
- **Contrôler l'évolution de la dette communale ;**
- **Préserver la capacité d'autofinancement.**

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

# LE CONTEXTE GLOBAL DE LA PREPARATION BUDGETAIRE 2026

## ✓ LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER AUX NIVEAUX INTERNATIONAL ET NATIONAL

Le contexte international reste encore complexe : les conflits en Ukraine et au Proche-Orient pourraient encore impacter les approvisionnements énergétiques en pétrole et en gaz. D'autre part, les politiques commerciales des Etats-Unis et de la Chine pourraient peser sur la croissance du PIB français en 2025 et 2026. L'effet de la hausse des droits de douanes américains serait plus modéré en France, traduisant une plus faible exposition au commerce avec les Etats-Unis que le reste de la zone Euro.

Selon la projection de la Banque de France en juillet 2025, les conséquences sur l'inflation seraient faibles en France, sous réserve de la position européenne sur la politique commerciale. La croissance ralentirait en 2025 à +0,7%, en lien avec les politiques commerciales exposées ci-dessus. L'estimation de croissance pour 2026 serait à +0,9% et +1,1% en 2027.

L'inflation se normaliserait en 2025 à +1%, inférieure aux prévisions de la loi de finances initiales, après une hausse de +5,7% en 2023 et de +2,3% en 2024. Cette faible inflation s'explique par une contribution négative de l'inflation énergétique et la baisse des cours du pétrole début 2025. En revanche, les produits alimentaires seraient affectés par les négociations commerciales qui se répercutent sur les prix finaux. On observe également une augmentation des coûts des services, présentant une certaine inertie malgré le ralentissement des salaires. Pour 2026, la prévision d'inflation est estimée à +1,3% et +1,8% pour 2027.

La progression des salaires de +0,5% et le ralentissement de l'inflation devrait soutenir le pouvoir d'achat des ménages et avoir un effet moteur sur la consommation des ménages (+0,73%), en dépit d'une augmentation du chômage. Toutefois, les ménages ont plus tendance à épargner, signe d'une confiance moins forte dans le contexte économique.

Ce même contexte incertain freine l'investissement, tant des ménages que des entreprises. Les tensions commerciales rendraient l'investissement atone en 2025, avant une reprise escomptée en 2026 grâce à de meilleures conditions de financement. En effet, en réponse à la normalisation de l'inflation, les banques centrales poursuivent leur politique monétaire pour abaisser les taux directeurs depuis le second semestre 2024. Ces projections sont entourées d'aléas importants.

## ✓ LA TRAJECTOIRE DES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Initialement prévu + 5,2% en loi de Finances 2025, le déficit public se dégraderait +5,4% en 2025. Cette dégradation s'explique, d'une part, par le renchérissement du coût des services et de la charge d'intérêts et, d'autre part, par des recettes fiscales moins dynamiques qu'attendu.

En 2025, la dépense publique hors crédits d'impôts devrait encore augmenter par rapport à 2024, à plus de 2,7%. En cause le niveau d'endettement de la France qui ne cesse de progresser pour atteindre 3 345 ,8 milliards d'euros à la fin du premier trimestre 2025, soit 114% du PIB. Ce qui fait de la France le 3ème pays européens le plus endetté derrière la Grèce et l'Italie.

La charge des intérêts d'emprunt devrait atteindre 66 milliards d'euros en 2025, volume qui a doublé en 7 ans, en raison de taux de financement qui augmentent constamment depuis 2021. La charge de la dette pourrait ainsi devenir le 1er poste de dépense de l'Etat, devant l'Education et la Défense. Le ratio d'endettement augmenterait logiquement à 116,2% du PIB, pour atteindre 120% en 2027, bien au-dessus de la zone euro dans son ensemble (90%).

La trajectoire du projet de loi de finances pour 2026 escompte un déficit public de 5,4% en 2025, soit 56% du PIB. L'objectif est de réduire le déficit en 2026 à 4,6%, pour revenir sous le seuil des 3% en 2029, objectif inchangé par rapport à la loi de finances pour 2025.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

## ✓ LE PROJET LOI DE FINANCES (PLF) 2026

En attendant le vote d'une loi organique de finances 2026, une loi « spéciale » a été adopté fin 2025 afin de reconduire à l'identique le budget 2025 de l'Etat sur 2026. Cette loi, visant uniquement à empêcher une paralysie budgétaire, garantie notamment les versements des dotations et reversements des impôts aux collectivités territoriales (hors DETR et Fonds Vert).

A date de la présentation du rapport, le projet de loi de finances 2026 est en cours de discussion. Les mesures présentées ci-dessous pourront être amenées à évoluer au cours de la discussion parlementaire et n'ont aucun caractère exhaustif.

En outre, certains dispositifs seront vraisemblablement introduits par voie d'amendement. A date, l'effort demandé aux collectivités est estimé à 4,6 milliards d'euros contre 5,3 milliards d'euros à la faveur des annonces gouvernementales de la mi-juillet 2025. La contribution des collectivités au redressement des comptes publics doit permettre de ramener le déficit public à -4,7% en 2026 contre -5,4% en 2025.
La loi de Finances 2026 prévoit dans ses différents articles une contribution des collectivités au redressement des comptes publics, par les mesures suivantes :

- 2 milliards d'euros au titre de la réduction du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités (DILICO), dans la limite de 2% de leurs recettes de fonctionnement. Les modalités de répartition de ce fonds institué en 2025 seront probablement modifiées ;
- 1,2 milliards d'euros au titre de la réduction des allocations compensant la réduction de 50% des bases industrielles, mise en place dans le cadre du plan de relance et de soutien à l'économie en 2021 ;
- 0,7 milliards d'euros au titre du gel de la part dynamique de TVA compensant la suppression de la Taxe d'Habitation et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises. Cette fraction aurait dû augmenter de 2,72% suivant la croissance nationale de la TVA ;
- 0,5 milliards d'euros au titre de la minoration des variables d'ajustement, pour contraindre la Dotation Globale de Fonctionnement, notamment sur la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle ;
- 0,2 milliards d'euros au titre de la réduction des subventions d'investissement, à l'exception de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux et de la Dotation Politique de la Ville, arguant de la fin du mandat communal et intercommunal en 2026 ;
- 0,7 milliards d'euros au titre du différé d'un an du versement du FCTVA pour les intercommunalités, 2026 constituant une année blanche.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

## LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU BUDGET PRINCIPAL

Une analyse rétrospective de la situation financière de la Commune constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en fonctionnement qu'en investissement. En effet, la structure du budget d'une année et les perspectives financières à moyen terme ne sont jamais déconnectées des budgets antérieurs et doivent intégrer les réalisations passées, qu'elles soient positives ou négatives.

Ces éléments de rétrospective financière ainsi présentés permettent d'identifier les leviers et marges de manœuvre dont dispose la Commune dans la mise en œuvre des politiques publiques. Les réalisations budgétaires de la période 2020-2025 ont été marquées par un contexte inédit de crise géopolitique, de crise économique et sanitaire.

Il est important de noter que le DOB est, au regard du contexte, présenté plus tôt par rapport aux années précédentes, d'où une importante prudence lors des comparatifs (CA prévisionnels, DGF/bases fiscales non connues, etc.).

Les éléments de rétrospective financière présentés ci-dessous permettent d'identifier la situation financière de la collectivité, ses atouts et ses fragilités, ainsi que les leviers et marges de manœuvre dont elle dispose dans la définition des orientations budgétaires

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

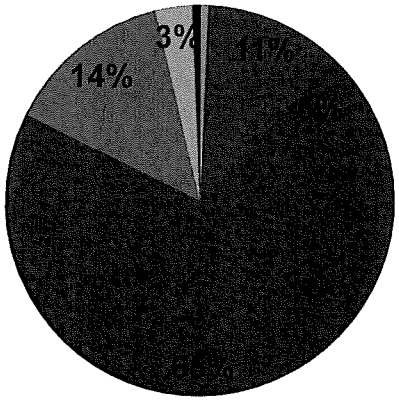
# ELEMENTS RETROSPECTIFS DE FONCTIONNEMENT

## DONNEES FINANCIERES RETROSPECTIVES

### Recettes de fonctionnement 2020-2025

| | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Evol 24-25 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 177 894,95 € | 204 437,11 € | 169 487,20 € | 62 182,92 € | 69 891,34 € | -46 % | 37 710,79 € |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 372 091,78 € | 446 682,93 € | 450 555,47 € | 662 062,14 € | 597 300,31 € | 21 % | 724 861,23 € |
| 73 | Impôts et taxes | 380 037,88 € | 334 712,56 € | 453 951,15 € | 376 935,63 € | 317 824,71 € | -6 % | 298 601,00 € |
| 731 | Fiscalité locale | 2 951 283,00 € | 3 113 596,00 € | 3 241 873,00 € | 3 515 646,00 € | 3 937 672,40 € | 4 % | 4 098 931,30 € |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 730 613,66 € | 732 662,64 € | 726 861,66 € | 810 829,73 € | 830 745,45 € | 5 % | 873 669,11 € |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 173 092,04 € | 732 556,79 € | 344 244,85 € | 170 381,73 € | 183 725,11 € | 2 % | 187 129,28 € |
| 76 | Produits financiers | 11,14 € | 5,87 € | 6,47 € | 10,66 € | 14,35 € | -72 % | 4,00 € |
| 77 | Produits exceptionnels | 381 713,79 € | 31 807,45 € | 137 001,02 € | 242 887,95 € | 17 470,67 € | 163 % | 45 927,90 € |
| | **Recettes réelles de fonctionnement** | **5 166 738,24 €** | **5 596 461,35 €** | **5 523 980,82 €** | **5 840 936,76 €** | **5 954 644,34 €** | **5 %** | **6 266 834,61 €** |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 € | 34 016,17 € | 53 952,92 € | 131 372,49 € | 43 858,22 € | -87 % | 5 845,03 € |
| | **Opérations d'ordre** | **0,00 €** | **34 016,17 €** | **53 952,92 €** | **131 372,49 €** | **43 858,22 €** | **-87 %** | **5 845,03 €** |
| | **Total recettes de fonctionnement** | **5 166 738,24 €** | **5 630 477,52 €** | **5 577 933,74 €** | **5 972 309,25 €** | **5 998 502,56 €** | **5 %** | **6 272 679,64 €** |

## Recettes réelles de l'année 2025



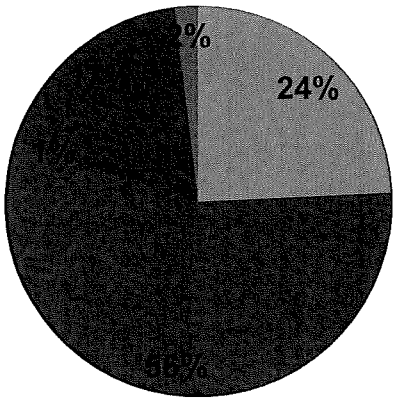

- Atténuations de charges
- Produits des services, du domaine et ventes diverses
- Impôts et taxes
- Fiscalité locale
- Dotations, subventions et participations

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

# Dépenses de fonctionnement 2020-2025

| | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Evol | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 904 971,85 € | 963 845,74 € | 987 708,75 € | 1 078 767,89 € | 1 298 718,84 € | -5 % | 1 237 472,15 € |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 1 969 272,64 € | 2 146 042,75 € | 2 332 336,07 € | 2 557 194,71 € | 2 741 514,92 € | 4 % | 2 846 236,34 € |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 € | 1 303,00 € | 5 320,00 € | 46 642,00 € | 35 673,00 € | -25 % | 26 843,00 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 628 288,07 € | 659 285,93 € | 657 778,33 € | 706 791,29 € | 814 852,80 € | 10 % | 894 474,51 € |
| 66 | Charges financières | 124 608,72 € | 122 157,09 € | 113 392,97 € | 87 082,92 € | 89 530,84 € | 9 % | 97 225,80 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 269 258,55 € | 836,13 € | 781,13 € | 156,31 € | 0,00 € | 0 % | 4 437,50 € |
| 68 | Dotations aux provisions | 0,00 € | 3 670,57 € | 294,31 € | 337,00 € | 0,00 € | 0 % | 0,00 € |
| | **Dépenses réelles de fonctionnement** | **3 896 399,83 €** | **3 897 141,21 €** | **4 097 611,56 €** | **4 476 972,12 €** | **4 980 290,40 €** | **3 %** | **5 106 689,30 €** |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 541 485,34 € | 616 354,99 € | 656 152,17 € | 856 205,16 € | 669 644,99 € | 3 % | 691 072,10 € |
| | **Opérations d'ordre** | **541 485,34 €** | **616 354,99 €** | **656 152,17 €** | **856 205,16 €** | **669 644,99 €** | **3 %** | **691 072,10 €** |
| | **Total dépenses de fonctionnement** | **4 437 885,17 €** | **4 513 496,20 €** | **4 753 763,73 €** | **5 333 177,28 €** | **5 649 935,39 €** | **3 %** | **5 797 761,40 €** |

## Dépenses réelles de l'année 2025

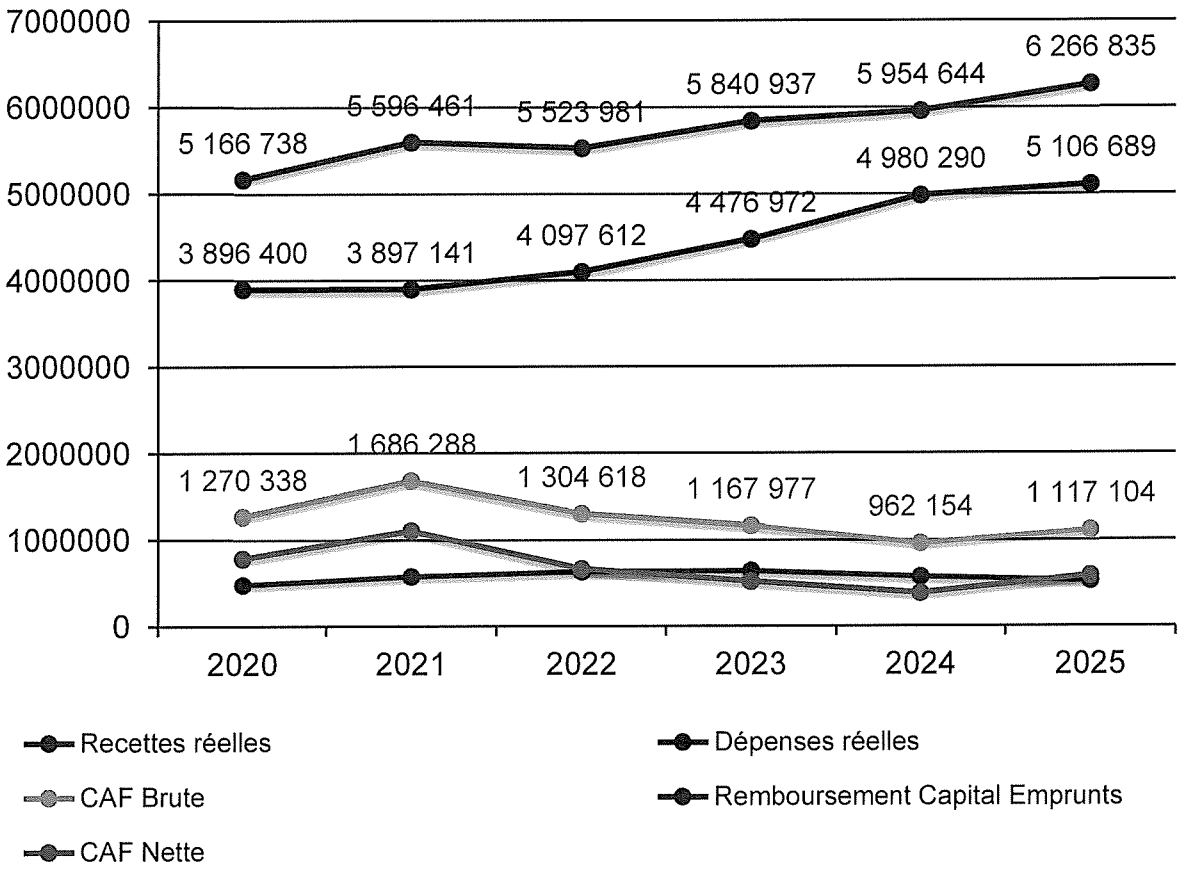



- Charges à caractère général
- Charges de personnel et frais assimilés
- Atténuations de produits
- Autres charges de gestion courante
- Charges financières

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

## Autofinancement brut et net 2020-2025

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes de fonctionnement | 5 166 738,24 € | 5 630 477,52 € | 5 577 933,74 € | 5 972 309,25 € | 5 998 502,56 € | 6 272 679,64 € |
| Dépenses de fonctionnement | 4 437 885,17 € | 4 513 496,20 € | 4 753 763,73 € | 5 333 177,28 € | 5 649 935,39 € | 5 797 761,40 € |
| **Résultat de l'année** | **728 853,07 €** | **1 116 981,32 €** | **824 170,01 €** | **639 131,97 €** | **348 567,17 €** | **474 918,24 €** |
| **Capacité d'autofinancement brute** | **1 270 338,41 €** | **1 686 287,71 €** | **1 304 617,62 €** | **1 167 978,64 €** | **962 159,94 €** | **1 117 104,11 €** |
| CAF Brute en pourcentage de RRF | 25 % | 30 % | 24 % | 20 % | 16 % | 18 % |
| Epargne de Gestion Courante | 1 282 480,75 € | 1 794 170,61 € | 1 403 830,18 € | 1 208 642,26 € | 1 043 899,76 € | 1 179 876,71 € |
| Remboursement capital emprunts | 485 148,00 € | 580 145,00 € | 638 001,00 € | 646 231,00 € | 576 823,00 € | 529 377,00 € |
| **Capacité d'autofinancement nette** | **785 190,53 €** | **1 106 142,97 €** | **666 617,04 €** | **521 749,99 €** | **385 330,67 €** | **587 726,68 €** |
| % remboursement CAF par la dette | 38 % | 34 % | 49 % | 55 % | 60 % | 47 % |
| **Capital restant dû** | **4 153 666,23 €** | **5 668 518,35 €** | **5 088 373,01 €** | **4 450 372,43 €** | **4 804 141,78 €** | **5 331 548,52 €** |
| **Désendettement année CAF** | **3 ans, 3 mois** | **3 ans, 4 mois** | **3 ans, 11 mois** | **3 ans, 10 mois** | **5 ans** | **4 ans, 9 mois** |



DÉPARTEMENT DU MORBIHAN COMMUNE DE BADEN

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

# COMPTE ADMINISTRATIF PREVISIONNEL 2025

| SECTION FONCTIONNEMENT | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | | | RECETTES | | | |
| | CHAPITRES | BUDGET 2025 | CA PROVISOIRE | | CHAPITRES | BUDGET 2025 | CA PROVISOIRE |
| 011 | Charges à caractère général | 1 398 456 | 1 237 472 | 013 | Atténuations de charges | 61 946 | 40 347 |
| 012 | Charges de personnel | 2 930 932 | 2 846 236 | 70 | Produits de service | 649 086 | 726 605 |
| 014 | Atténuations de produits | 28 020 | 26 843 | 73 | Impôts et taxes | 299 675 | 298 601 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 906 968 | 894 475 | 731 | Fiscalité locale | 4 108 608 | 4 098 931 |
| 66 | Charges financières | 108 746 | 97 226 | 74 | Dotations et participations | 841 436 | 873 669 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 5 000 | 4 438 | 75 | Autres produits de gestion | 191 739 | 187 129 |
| | | | | 76 | Produits financiers | 10 | 4 |
| 042 | Opérations d'ordre | 667 350 | 691 072 | 77 | Produits exceptionnels | 0 | 45 928 |
| 023 | Virement à la section investissement | 113 028 | 0 | 042 | Opérations d'ordre | 6 000 | 5 845 |
| | | | | | | 0 | 0 |
| | TOTAL | 6 158 500 | 5 797 762 | | TOTAL | 6 158 500 | 6 277 059 |

| SECTION INVESTISSEMENT | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | | | RECETTES | | | |
| | CHAPITRES | BUDGET 2025 | CA PROVISOIRE | | CHAPITRES | BUDGET 2025 | CA PROVISOIRE |
| 10 | Dotations, fonds divers | 4 800 | 4 735 | 13 | Subventions d'investissement | 755 242 | 433 265 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 660 977 | 460 600 | 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 758 595 | 703 259 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 315 899 | 154 995 | 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 264 466 | 1 251 755 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 956 844 | 778 337 | 20 | Immobilisations incorporelles | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 364 860 | 1 028 847 | 21 | Immobilisations corporelles | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 270 000 | 270 000 | 23 | Immobilisations en cours | 0 | 12 618 |
| 45 | Investissement sous mandat | 15 000 | 5 998 | 45 | Investissement sous mandat | 15 000 | 5 998 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | 531 001 | 530 542 | 021 | Virement de la section de fonctionnement | 113 028 | 0 |
| | | | | 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 607 319 | 0 |
| 040 | Opérations d'ordre | 6 000 | 5 845 | 040 | Opérations d'ordre | 667 350 | 691 072 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 181 295 | 178 146 | 041 | Opérations patrimoniales | 181 295 | 178 146 |
| | Sous-total | 4 306 676 | 3 418 045 | | Sous total | 4 362 295 | 3 276 113 |
| | Déficit N-1 | 55 619 | 55 619 | | Excédent N-1 | 0 | 0 |
| | TOTAL | 4 362 295 | 3 473 664 | | TOTAL | 4 362 295 | 3 276 113 |

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN COMMUNE DE BADEN

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

# SYNTHESE DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2025

## Résultat Prévisionnel section fonctionnement

| Recettes | | Depenses | | Résultat |
|---|---|---|---|---|
| 6 272 679,64 € | − | 5 797 761,4 € | = | 474 918,24 € |

| Résultat | | Report N-1 | | Résultat section fonctionnement |
|---|---|---|---|---|
| 474 918,24 € | + | 0 € | = | 474 918,24 € |

## Résultat Prévisionnel section investissement

| Recettes | | Depenses | | Résultat |
|---|---|---|---|---|
| 3 276 112,53 € | − | 3 418 045,26 € | = | -141 932,73 € |

| Résultat | | Report N-1 | | Résultat section investissement |
|---|---|---|---|---|
| -141 932,73 € | + | -55 619,14 € | = | -197 551,87 € |

## Résultat Prévisionnel global

| Résultat section fonctionnement | | Résultat section investissement | | Résultat global |
|---|---|---|---|---|
| 474 918,24 € | + | -197 551,87 € | = | 277 366,37 € |

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

# LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Budget de transition entre deux mandats, le budget communal pour 2026 va s'appuyer sur les objectifs ci-après :

**Finaliser** les projets lancés depuis le début du mandat :

- Maison d'Assistantes Maternelles (fin des travaux en avril 2026),
- Domicile partagé (ouverture en janvier 2026),
- Pôle Sportif (notification des marchés de travaux en janvier 2026),
- Réseau de chaleur afin d'alimenter l'école Joseph Le Brix, l'Espace Enfance, le restaurant scolaire, la Maison des Assistantes Maternelles et la salle du Seniz (mise en service à l'automne 2026),
- Etude de faisabilité pour l'aménagement urbain du secteur du Pré du Bois,
- Opération d'aménagement d'habitats rue Lann Vihan et rue des Anciens Combattants,
- Opération d'aménagement du secteur du Presbytère

**Mettre en œuvre :**

- Les travaux des aménagements de voirie à Tourlarec (lancement en février / mars 2026)
- Un programme de travaux d'accessibilité des bâtiments communaux
- Les études d'extension du cimetière et la reprise de concessions expirées

Le projet de budget 2026 s'appuie sur :

- Une évolution de la masse salariale prenant en compte le Glissement Vieillissement Technicité et l'augmentation de la cotisation CNRACL de 3 points ;
- Un contrôle strict des dépenses de fonctionnement ;
- Une épargne brute nécessaire au financement des investissements futurs ;
- Une optimisation des ressources de la Commune ;
- Une évolution des taux d'imposition communaux envisagée à hauteur de 4% sur la TFB
- La recherche systématique de cofinancements pour les projets communaux ;
- Une gestion de la dette maîtrisée.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

FEUILLET 2026-0025

# DONNEES FINANCIERES PROSPECTIVES

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| | | CA 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 37 711 € | 53 947 € | 53 947 € | 53 947 € |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 724 861 € | 718 330 € | 641 792 € | 635 322 € |
| 73 | Impôts et taxes | 298 601 € | 253 333 € | 248 833 € | 244 558 € |
| 731 | Fiscalité locale | 4 098 931 € | 4 272 480 € | 4 420 243 € | 4 574 837 € |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 873 669 € | 886 364 € | 874 140 € | 860 526 € |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 187 129 € | 187 470 € | 211 027 € | 215 213 € |
| 76 | Produits financiers | 4 € | 10 € | 10 € | 10 € |
| 77 | Produits exceptionnels | 45 928 € | 22 305 € | 22 305 € | 22 305 € |
| | **Recettes réelles de fonctionnement** | **6 266 835 €** | **6 394 239 €** | **6 472 297 €** | **6 606 718 €** |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 5 845 € | 6 000 € | 6 000 € | 6 000 € |
| | **Opérations d'ordre** | **5 845 €** | **6 000 €** | **6 000 €** | **6 000 €** |
| | **Total recettes de fonctionnement** | **6 272 680 €** | **6 400 239 €** | **6 478 297 €** | **6 612 718 €** |

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| | | CA 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 1 237 472 € | 1 370 655 € | 1 347 896 € | 1 366 865 € |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 846 236 € | 2 858 057 € | 2 884 418 € | 2 942 107 € |
| 014 | Atténuations de produits | 26 843 € | 31 600 € | 31 900 € | 32 203 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 894 475 € | 1 033 811 € | 1 019 755 € | 1 029 953 € |
| 66 | Charges financières | 97 226 € | 125 990 € | 236 186 € | 269 249 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 4 438 € | 3 000 € | 3 030 € | 3 060 € |
| | **Dépenses réelles de fonctionnement** | **5 106 689 €** | **5 423 113 €** | **5 523 185 €** | **5 643 436 €** |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 691 072 € | 650 000 € | 650 000 € | 650 000 € |
| | **Opérations d'ordre** | **691 072 €** | **650 000 €** | **650 000 €** | **650 000 €** |
| | **Total dépenses de fonctionnement** | **5 797 761 €** | **6 073 113 €** | **6 173 185 €** | **6 293 436 €** |

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

FEUILLET 2026-0026

## AUTOFINANCEMENT BRUT ET NET

| | CA 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|
| Recettes de fonctionnement | 6 272 680 € | 6 327 000 € | 6 405 706 € | 6 540 742 € |
| Dépenses de fonctionnement | 5 797 761 € | 6 073 113 € | 6 173 185 € | 6 293 436 € |
| **Résultat de l'année** | **474 918 €** | **253 887 €** | **232 520 €** | **247 306 €** |
| **Capacité d'autofinancement brute** | **1 117 104 €** | **897 887 €** | **876 520 €** | **891 306 €** |
| **CAF Brute en pourcentage de RRF** | **18 %** | **14 %** | **14 %** | **14 %** |
| Epargne de Gestion Courante | 1 179 877 € | 1 026 867 € | 1 115 726 € | 1 163 605 € |
| Remboursement capital emprunts | 529 377 € | 505 595 € | 559 509 € | 555 257 € |
| **Capacité d'autofinancement nette** | **587 727 €** | **392 292 €** | **317 012 €** | **336 049 €** |
| **% remboursement CAF par la dette** | **47 %** | **56 %** | **64 %** | **62 %** |
| **Capital restant dû** | **5 331 549 €** | **6 052 171 €** | **10 546 576 €** | **10 987 068 €** |
| **Désendettement année CAF** | **4 ans, 9 mois** | **6 ans, 9 mois** | **12 ans** | **12 ans, 4 mois** |

## LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Objet | CA 2025 | 2026 *dont RAR 2025* | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|
| Autofinancement | | 897 887 € | 878 223 € | 986 260 € |
| FCTVA | 290 028 € | 339 000 € | 155 198 € | 398 530 € |
| Taxe d'aménagement | 64 663 € | 80 000 € | 80 000 € | 76 000 € |
| Subventions d'équipements | 433 265 € | 1 003 881 € | 20 000 € | 190 000 € |
| Emprunts | 1 250 000 € | 1 000 000 € | 5 000 000 € | 1 000 000 € |
| Affectation Fonctionnement 202 | 348 567 € | 474 918 € | | |
| Vente Multisites (rue lann vihan et rue des anciens combattants) | | | 340 000 € | |
| Vente Cellule Maison de Santé | | 63 000 € | | |
| Vente Opération BRS | | 226 652 € | | |
| Cessions foncières (Terrain Parc Er Puns, Gréo) | | 21 400 € | 300 000 € | 500 000 € |
| Autres cessions foncières : secteur du pré du bois et secteur Tumulus = non chiffré à ce jour + perspective de fiscalité | | | | |
| Total Recettes d'investissement | 2 386 523 € | 4 106 738 € | 6 773 423 € | 3 150 790 € |

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

FEUILLET 2026-0027

# LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

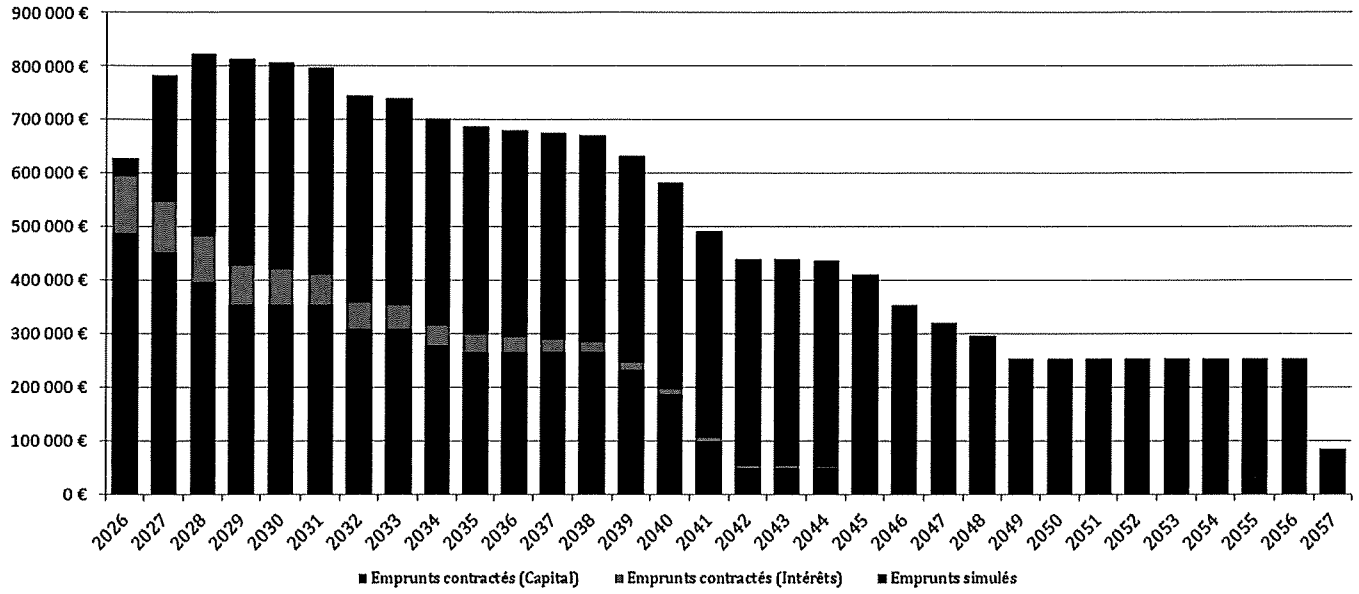
| Objet | CA 2025 | 2026 *dont RAR 2025* | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|
| Dépenses | | | | |
| Reprise du déficit N-1 | 55 619 € | 197 552 € | 31 622 € | |
| Remboursement emprunts | 529 377 € | 505 595 € | 559 509 € | 555 257 € |
| Dépots et cautionnements | 1 165 € | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € |
| Investissements | | | | |
| Aménagement de voirie (Tourlarec) | 16 110 € | 495 554 € | 35 000 € | |
| Changement de menuiseries sur batiments | 99 465 € | 50 000 € | 100 000 € | |
| Réseau de chaleur | 270 000 € | | | |
| Cimetière | | 26 412 € | 150 000 € | |
| Domicile partagé | 45 899 € | 139 900 € | | |
| Pôle Sportif | 283 765 € | 1 198 979 € | 5 000 000 € | 1 570 000 € |
| Travaux de chauffage au Seniz | 57 663 € | | | |
| Maison des assistantes maternelles | 471 259 € | 352 705 € | | |
| Acquisitions foncières | 389 598 € | 70 600 € | | |
| Etudes préalables Quartier du Pré du BOIS | 91 643 € | 80 390 € | | |
| Restaurant Scolaire (cellule de refroidissement) | | 30 100 € | | |
| Investissement récurrents | 574 373 € | 651 133 € | 483 258 € | 483 258 € |
| Marché voirie à bon de commande (hors eaux pluviales urbaines) | 348 859 € | 310 260 € | 300 000 € | 300 000 € |
| Frais d'études (ADAP et réaménagement du bourg) | 48 380 € | 28 180 € | | |
| Total Dépenses d'investissements | 3 283 176 € | 4 138 360 € | 6 660 389 € | 2 909 515 € |

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

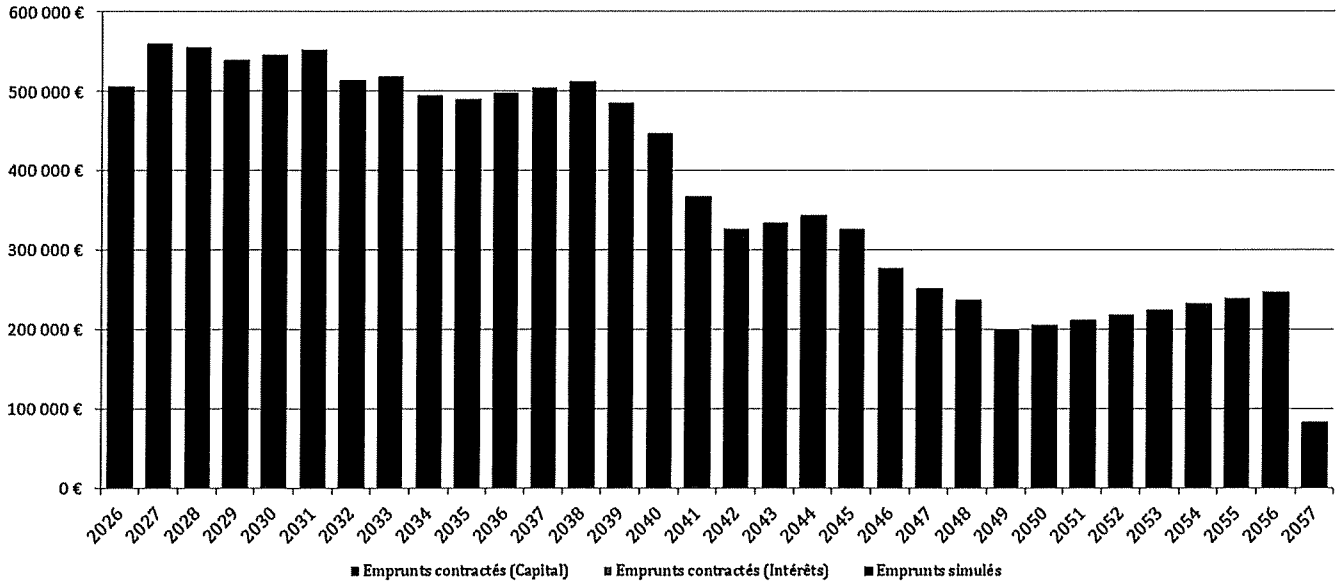
FEUILLET 2026-0028

# STRUCTURATION DE LA DETTE

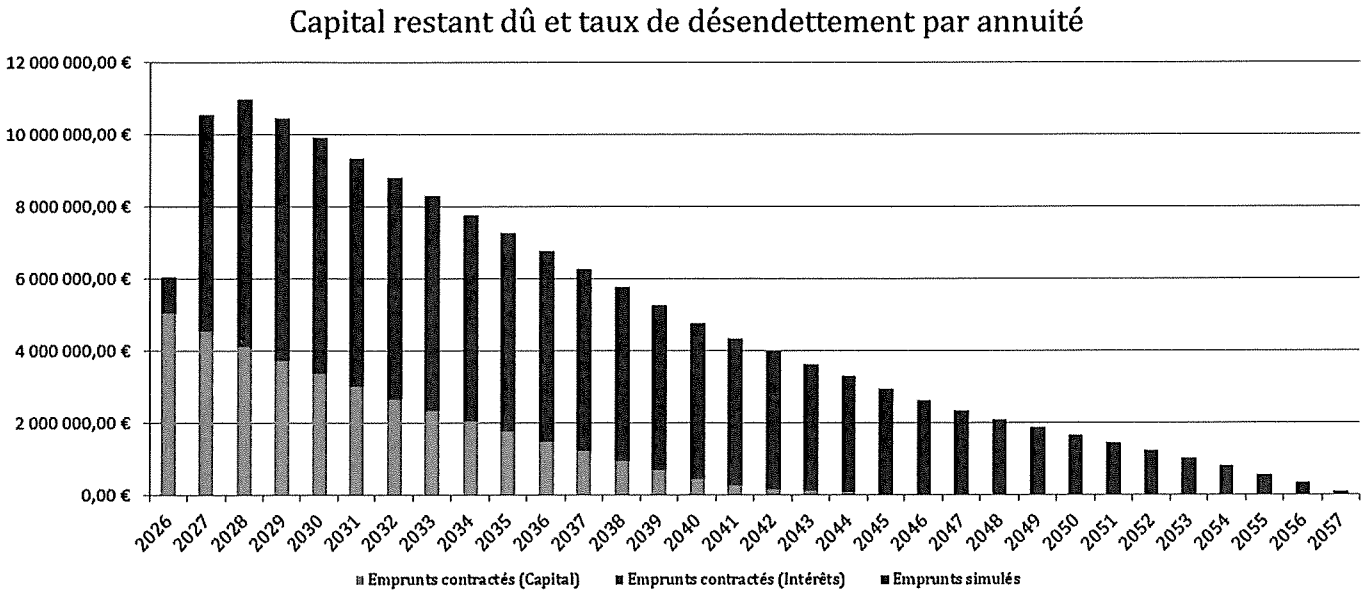
## LES ANNUITES




## LE REMBOURSEMENT EN CAPITAL



Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE




## LA FISCALITE LOCALE

Face aux forts enjeux de contraintes budgétaires à venir impactant les charges de fonctionnement, la fiscalité locale demeure le principal levier de ressources financières. La prospective financière envisagée sur les années 2027 et 2028 implique une augmentation de la fiscalité.
Ainsi, compte tenu d'un indicateur élevé de revenu fiscal par foyer à Baden et de l'absence d'évolution des taux de taxe sur le foncier bâti de 2012 à 2024, il est envisagé une hausse de 4% de ce dernier pour l'année 2026.
Enfin, l'évolution de la base locative retenue pour le calcul du produit fiscal devrait évoluer de 0.8% (contre 1,7% en 2025).
De ce fait, ce levier permettra à la commune de bénéficier d'un produit en hausse de 130 000€ (revalorisation et nouvelles bases incluses).

**Voici les taux prévisionnels de fiscalité locale pour 2026 :**

- ✓ Taxe d'habitation sur les logements vacants et les résidences secondaires : 21.20%
- ✓ Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties : 41% (contre 39,42% en 2025 et 38,16% en 2024) ;
- ✓ Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties : 48,97 % ;

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le
ID : 056-215600081-20260127-10D_2026-DE

# BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES MOUILLAGES

## ❖ PREVISIONS EN MATIERE D'EXPLOITATION

### Recettes

Les recettes d'exploitation sont constituées de redevances et les locations de mouillages versées par les usagers. En 2026, elles sont estimées globalement à 263 800 euros dont 261 000 euros de redevances et locations. A noter la prévision d'excédent de fonctionnement reporté qui s'élève à environ 146 141 euros.

### Dépenses

Les dépenses d'exploitation d'un montant global de 277 330 euros, sont essentiellement consacrées au règlement de la redevance d'occupation du domaine public pour environ 61 890 euros, au marché de vérification des mouillages et travaux divers pour 51 000 euros et aux frais de personnel que l'on peut estimer à environ 75 533 euros.

## ❖ PREVISIONS EN MATIERE D'INVESTISSEMENT

### Recettes

Les recettes d'investissement sont constituées des dotations aux amortissements pour 35 000 euros, de la prévision d'excédent d'investissement reporté qui s'élève à environ 18 500 euros et de la participation des communes du Bono et Locmariaquer aux financements d'investissements communs pour la barge intercommunale (Babolock) pour 5 000 euros.

### Dépenses

Pour 2026, les dépenses d'investissement prévues sont d'environ 55 150 euros :

- 20 000€ Travaux sur le bâtiment mis à disposition des usagers et sur le quai Rohello
- 25 000€ Remplacement du véhicule de service et achats d'annexes
- 5 150 € Achats de bouées et d'émérillons, chaines
- 5 000 € Rachats de corps morts

**Fait à BADEN, le 27 janvier 2026**
**Le Maire,**
**Patrick EVENO**